

République centrafricaine



Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, du Plan et de la Coopération internationale
Comité de pilotage du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté

Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté



Défis, enjeux et axes stratégiques de la réduction de la pauvreté des Régions 2, 4, 5 et 6

*Préfectures de la Mambéré Kadéï, Nana
Mambéré, Sangha Mbaéré, Basse kotto, Haute
Kotto, Kémo, Mbomou, Ouaka*

*Rapport des ateliers régionaux du
20 au 24 février 2005 à Berbérati
et du 11 au 14 avril 2005 à*

Introduction

Deux ateliers régionaux ont été organisés l'un à Berbérati du 20 au 24 Février et l'autre à Bambari du 11 au 14 Avril 2005 pour assurer le positionnement des régions 2,4, 5 et 6 dans le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Les préfectures concernées par cet exercice sont la Nana Mambéré, la Mambéré Kadéi, la Sangha Mbaéré, la Kémo, la Ouaka, la Haute Kotto, la Basse Kotto, le Mbomou et le Haut Mbomou. Le présent rapport donne les grandes lignes des résultats de cet exercice, notamment les caractéristiques des participants, leurs perceptions des problèmes, des capacités au plan régional et local, des choix dominants des mesures opérationnelles et les principales recommandations.

I . Les caractéristiques des participants

1. Quelle a été la qualité de la participation aux ateliers régionaux?

Les éléments représentatifs des diverses couches sociales et catégories socioprofessionnelles des régions concernées, environ 250 participants, ont pris part à ces ateliers. Il s'agit des représentants suivants :

1. De l'administration
 1. Préfets
 2. Sous préfets
2. Des collectivités
 3. Présidents de Délégations Spéciales, Maires
 4. Adjoint s aux Maires
3. Des services déconcentrés
 5. Chefs de services sanitaires régionaux
 6. Inspecteurs d'académies
 7. Délégués régionaux du Ministère du Plan
 8. Délégués régionaux
 9. Commissaires de polices
 10. Commandant s de compagnie de gendarmerie
4. Du secteur privé
 11. Représentants des opérateurs du secteur formel
 12. Représentants des opérateurs du secteur informel
5. De la société civile
 13. Représentants des trois confessions religieuses
 - 14 Leaders des associations féminines
 - 15 Leaders des associations de jeunes
 - 16 Leaders des groupes d'intérêts ruraux
 - 17 Leaders des groupements d'intérêts pastoraux

Les radios locales ont couvert les ateliers. Elles ont interviewé les principaux animateurs de ces ateliers et des participants, organisé des débats avec des invités autour de la stratégie de la réduction de la pauvreté. Une large information du public a été assurée

2. Comment la qualité de la participation a été évaluée ?

Les résultats des évaluations faites à la fin des sessions journalières ont donné des informations pertinentes sur la qualité de la participation, à travers le degré de la satisfaction des participants. Ainsi donc, la proportion des participants très satisfaits a augmenté progressivement du premier au dernier jour de l'atelier, montrant la progression de l'intérêt et de l'implication des participants par rapport aux modules. L'évaluation finale a indiqué que plus de 90% des participants ont été très satisfaits, qu'ils ont une bonne compréhension des défis et enjeux de la pauvreté, qu'ils ont trouvé très pertinents les thèmes soumis à discussion, enfin qu'ils ont apprécié comment les discussions et

les échanges sur les contenus des thèmes ont été menés. Parmi les recommandations très fréquentes, les participants ont souligné leur responsabilité dans la dissémination des résultats de l'atelier et dans la promotion des mesures de changement pour consolider la lutte contre la pauvreté.

3. Qu'est-ce que les participants ont compris de l'exercice du CSLP?

Les participants ont compris que l'exercice du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté est une interpellation des citoyens et citoyennes sur la nécessité de trouver une stratégie efficace pour réduire la pauvreté. Ils sont surtout conscients de la nécessité voire de l'urgence de faire quelque chose pour alléger la souffrance des populations de l'arrière pays. Enfin, ils ont considéré l'exercice du CSLP comme une initiative venue à point nommé pour impliquer les populations de l'arrière-pays dans le débat et la recherche de solutions aux problèmes de développement au niveau local et régional.

4. Le CSLP est-il un "Projet" de développement que les bailleurs vont financer?

D'une manière générale, les participants ont pris conscience de leur part de responsabilité dans la lutte contre la pauvreté et le sous développement ; cependant, la mentalité d'assistance longtemps entretenue par les anciennes politiques persistent encore. Ainsi, en dépit des messages des animateurs sur les responsabilités individuelles et collectives des centrafricains et centrafricaines dans la lutte contre la pauvreté, le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté est resté un exercice encore très mal perçu. D'une manière générale, beaucoup de participants ont pensé que l'effort pour l'amélioration des conditions économiques et sociales est du ressort de l'Etat exclusivement. Celui-ci doit investir dans tous les secteurs et solliciter des financements extérieurs pour ces investissements. L'Etat reste donc, dans beaucoup d'esprits le principal animateur et pourvoyeur de solutions en matière de lutte contre la pauvreté ; il doit systématiquement rechercher les financements auprès des bailleurs.

5. Le CSLP est-il un exercice où les participants reconnaissent avoir un rôle majeur à jouer pour améliorer leurs propres conditions de vie?

Les participants ont reconnu l'importance du rôle et des responsabilités individuelles et collectives des centrafricains et centrafricaines dans l'amélioration de leurs propres conditions de vie. Toutefois, la plupart n'ont pas une bonne lecture des stratégies et des mesures à adopter pour assumer ce rôle. A cet effet ils ont souligné des faiblesses diverses : limitation des capacités de planification, de mise en œuvre de suivi et évaluation, autant de contraintes majeures au développement des actions.

6. Quel est Profil des participants?

Sur la base de la représentation des catégories socioprofessionnelles à ces ateliers, un profil des participants peut être défini comme suit :

-% Administration Centrale ;
-% Administration déconcentrée ou régionale
-% Opérateurs économiques
-% ONGs
-% Associations de développement

II. Les problèmes majeurs identifiés

Les participants ont reconnu à l'unanimité que les régions 2,4,5 et 6, « abandonnées à elles-mêmes », ne parviennent pas à faire face aux nombreux problèmes et reculent sur tous les plans. Ce problème est plus durement ressenti dans les régions 4,5, et 6 que dans la région 2. Ils ont identifié beaucoup de problèmes, notamment :

- **Régions enclavées**

Les participants ont déclaré que les régions 4, 5 et 6 ne disposent pas des voies et moyens de communication en bon état et que l'enclavement est un handicap majeur pour la valorisation et la commercialisation des potentiels agricoles, miniers, fauniques, touristiques etc.

- **Une économie en plein déclin et peu profitable**

D'après les participants, l'économie des régions 4, 5 et 6 a périclité au cours des vingt dernières années. La production minière est en baisse. La fraude, la corruption et l'absence de transparence ont atteint un niveau si critique qu'elles maintiennent les travailleurs miniers dans une situation de misère chronique. Le contrôle du secteur par des exploitants véreux peu soucieux de l'intérêt de l'état n'est pas de nature à faciliter l'application des mesures d'assainissement. Les régions ne tirent pas suffisamment de profit des activités de safari. Les sociétés, bénéficiant de permis d'exploitation des zones de chasse, ne respectent pas leurs cahiers de charge et sont en conflit permanent avec les communautés riveraines et les collectivités. Les activités agricoles ont beaucoup régressé. Le coton et le café ont atteint leur plus bas niveau de production et souffrent de mévente. Le commerce a lui aussi périclité du fait de la multiplicité des barrières et de la présence des coupeurs de route sur les principales voies d'échanges.

En ce qui concerne la région 2, l'économie est particulièrement active mais elle n'est pas profitable à la région. Les participants ont indiqué que l'agriculture est tenue par les femmes et les produits vivriers sont importés du Cameroun ; les taxes et impôts versés par les entreprises forestières et minières ne sont pas reversés dans les communes ,rendant difficile l'entretien,n des route dégradées.

- **Un faible niveau de scolarisation, un processus de déscolarisation et le faible niveau d'alphabétisation**

Les participants ont souligné le dépérissement général de l'école à tous les niveaux, mais plus accentué dans les zones extrêmes ou/et marginales. Ceci se traduit par un processus de déscolarisation de plus en plus accentué. Les activités scolaires ont cessé dans plusieurs endroits à défaut d'enseignants ou du fait des parents retenant leurs enfants pour participer aux campagnes de pêche, de chasse ou d'activités minières. A titre d'illustration, le taux de déperdition scolaire est de 13,5% dans les préfectures de la région 6, 32,39% dans la Ouaka, 22,7% dans la Kémo). L'accès au primaire est très mal préparé en raison de l'effectif dérisoire des écoles maternelles. Les établissements de formation technique et professionnelle font cruellement défaut, privant les jeunes d'opportunités d'emploi. Le niveau d'alphabétisation est lui aussi très faible. Dans la région 2, le phénomène de déscolarisation touche plus les garçons que les filles du fait que ceux-là sont réquisitionnés par les parents pour travailler sur les chantiers miniers plutôt que de les envoyer à l'école.

- **De grandes difficultés d'accès aux soins de santé de qualité, aux points d'eau potable et à l'assainissement.**

Les participants ont indiqué que la situation sanitaire dans les régions 2, 4, 5 et 6 est très précaire et caractérisée par des taux très élevés de mortalité infantile et maternelle. Ils le justifient par la forte prévalence des maladies endémiques et de la pandémie du VIH/SIDA. Ils ont relevé que face à ces fléaux, les capacités de réponse sont dérisoires : les équipements sanitaires sont insuffisants et vétustes, les médicaments insuffisants, le personnel qualifié très rare, les postes d'affectation éloignés ne sont pas pourvus. L'accès des populations à l'eau potable et à l'assainissement est très faible. Les populations des régions 4,5 et 6 ont donc un faible accès aux services sanitaires de qualité.

- **Les difficiles conditions de vie et de travail en milieu rural**

Pour les participants, la situation du monde rural dans les régions 2, 4, 5 et 6 s'est considérablement dégradée au cours des vingt dernières années. La régression de la production des cultures de rente (coton, café, tabac, sisal) et des cultures vivrières (arachide, sésame, manioc, maïs,...) ainsi que le recul de l'élevage (bovin, ovins, volaille,...) a considérablement limité les possibilités de revenu. L'argent est devenu très rare, les réserves alimentaires ont baissé. D'importantes infrastructures d'appui aux activités agricoles et pastorales (centre de multiplication des semences, de vulgarisation de technologie et de techniques, et de formation de jeunes ruraux) ont disparu, privant les paysans d'assistance technique appropriée et les rendant vulnérables. Avec un pouvoir d'achat dérisoire, ceux-ci ne peuvent accéder ni aux services sanitaires, ni aux biens de consommation de qualité. Ils ne bénéficient point de facilités pour mieux s'organiser, et améliorer leurs outils de production et sont condamnés aux activités de subsistance. Démotivés, démobilisés, abandonnés à eux-mêmes, exposés aux menaces permanentes des coupeurs de route, des braconniers et des bandits, ils ont perdu confiance aux autorités et aux institutions en raison des pressions dont ils sont victimes.

- **Les ressources publiques mal collectées et mal redistribuées**

Les ressources budgétaires allouées aux régions sont dérisoires et ne permettent pas de faire face aux énormes besoins croissants. Les recettes fiscales tirées des activités économiques sont non seulement en baisse, mal collectées mais entièrement versées au trésor central à Bangui sans ristourne pour les communes. Le retrait de certains opérateurs économiques étrangers réduit considérablement la base imposable. Les agents de collecte des fonds publics manquant de compétence et d'intégrité contribuent efficacement aussi au manque à gagner au niveau du trésor par la pratique de détournements et de malversation financière.

Les ressources des collectivités, elles aussi, sont dérisoires et en déclin. L'absence d'une stratégie de promotion des activités économiques, de mobilisation de ressources et de diversification des sources fiscales sont à la base de l'appauvrissement des ressources municipales.

L'exécution des dépenses budgétaires est loin de respecter la chaîne des dépenses et les textes en vigueur. L'insuffisance de personnel qualifié et l'absence de la priorisation des dépenses font que les dépenses publiques sont inefficaces et ne soutiennent pas correctement les prestations des services publics

- **Faiblesse du sens de solidarité, carence des capacités d'organisation, capacité de gestion de développement local limitée, et niveau de participation des communautés aux prises de décisions très faible**

Dans les régions 2, 4,5 et 6 le sens de solidarité est peu développé ; les mécanismes traditionnels dans ce domaine se sont progressivement dilués. Les communautés manquent d'initiatives en matière d'organisation, de planification, de mobilisation des ressources, de mise en œuvre et de suivi/évaluation. Les collectivités ne se préoccupent pas d'avoir une vision, ni d'étapes à franchir pour améliorer les conditions et cadre de vie des populations.

III. L'évaluation des capacités et des opportunités régionales et locales des régions 2, 4, 5 et 6

Par rapport à chacun des problèmes prioritaires mentionnés, les participants ont identifié les forces et les faiblesses, les opportunités et les menaces dans les trois régions

<p>Forces</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La prise de conscience des autorités préfectorales et communales de l'impératif de s'attaquer à la pauvreté par des voies et moyens innovants 2. Les enseignements tirés des options de développement passées et actuelles 3. Des jeunes disponibles prenant des initiatives diverses 4. Les communautés capables de s'organiser en groupement pour se prendre en charge 5. Des collectivités capables de lever des ressources 6. Des artisans miniers, des paysans et des éleveurs capables de travailler dans des conditions difficiles 7. Des ONGs, nombreuses et prenant des initiatives socio économiques 8. Des médias locaux très actifs dans l'information et le plaidoyer en matière de lutte contre la pauvreté 	<p>Opportunités</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La position des régions comme espace de transition entre le Soudan et la République démocratique du Congo 2. L'existence des opérateurs économiques, collecteurs, commerçants soudanais et tchadiens entreprenants 3. La présence des sociétés minières et de safari 4. L'existence d'importantes ressources naturelles (terres agropastorales, mines, faunes, produits de cueillette à haute valeur commerciale) 5. Le développement des activités commerciales avec les pays limitrophes 6. La présence de structures dynamiques, Radios locales, Organisations Non Gouvernementales, Confessions religieuses, Groupements d'intérêts ruraux, pastoraux
<p>Faiblesses</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Forte culture de destruction et incapacité à construire de manière sérieuse et durable 2. Faible capacité des communautés, des collectivités, des services étatiques, et des associations de la société civile à planifier, à mieux gérer et à mettre en œuvre des options stratégiques innovantes 3. Les communautés, les responsables des services publics et les autorités font montre de l'esprit d'assistanat et d'absence de détermination pour l'auto prise en charge 4. Les opérateurs économiques locaux sont peu nombreux et peu entreprenants 5. Les moyens et outils de production archaïques et absence de mesures d'incitations 6. Faible capacité de perception des problèmes et des réponses stratégiques 7. Le poids de l'enclavement et de l'isolement 	<p>Menaces</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La forte prévalence du VIH/SIDA dont les conséquences sont la croissance rapide du taux de mortalité dans les zones minières, les villes et les villages 2. L'ampleur du phénomène de coupeurs de routes et la multiplicité des barrières qui entravent la circulation des biens et des personnes et qui réduisent considérablement les activités économiques 3. Le taux élevé et croissant des chômeurs et jeunes désœuvrés dans les villes et villages 5. Le mouvements extensifs des braconniers dans toutes les zones riches en faunes 6. La baisse régulière de la production alimentaire dans les régions 7. L'alcoolisme et les pratiques abusives d'envoûtement contre les progrès individuels

8. Des activités agricoles tenues essentiellement par les femmes	8. L'importation de produits vivriers des pays voisins
--	--

IV. Le Choix dominant de mesures opérationnelles

1. Vision des régions à l'horizon 2015 :

Après l'analyse des problèmes et la détermination des forces et faiblesses, des opportunités et des menaces qui planent sur les régions, les participants ont formulé une vision commune des régions à l'horizon 2015 et l'ont libellée ainsi qu'il suit :

« D'ici à 2015, les populations des régions 2, 4, 5 et 6, solidaires, mieux organisées et actives économiquement, participent aux prises de décision ; elles sont alphabétisées : tous les enfants en âge d'aller à l'école, particulièrement les filles, sont scolarisés ; les populations jouissent d'une bonne santé : la propagation du VIH/SIDA est contenue ; la sécurité alimentaire est assurée ; les régions sont désenclavées et sécurisées ; leurs ressources sont protégées et valorisées par la promotion de l'industrialisation, de l'électrification rurale et du secteur privé ; les recettes fiscales bien collectées augmentent et sont bien gérées et équitablement réparties »

2. Résultats attendus d'ici 2008:

Afin de traduire concrètement cette vision en action opérationnelle, les participants ont défini les résultats à moyen terme ainsi qu'il suit :

1. Les communautés, les collectivités, les structures déconcentrées de l'Etat, les opérateurs économiques, les associations de la société civile, plus solidaires, mieux organisés, participent au processus de prise de décision ; les ressources publiques sont gérées de manière transparente et responsable.
2. Les populations des régions 2, 4, 5 et 6 bénéficient des services de santé préventive et curative de qualité, des services d'eau potable et d'assainissement adéquats.
3. La prévalence du VIH/SIDA est réduite.
4. Les enfants en âge scolaire, particulièrement les filles, accèdent à une école primaire de qualité et y restent jusqu'à l'achèvement du cycle ; des centres de formations professionnelles sont créés et donnent l'opportunité d'emploi aux jeunes déscolarisés ; les adultes particulièrement les femmes sont alphabétisées.
5. Les populations assurent leur sécurité alimentaire, accèdent facilement aux marchés intérieurs et extérieurs et commercialisent leur surplus de production.
6. Les routes, ouvrages d'arts, et autres moyens de communication sont réhabilités et/ou rendus viables ; un dispositif de sécurisation plus adapté est mis en place ; des unités industrielles et des services énergétiques adaptés sont encouragés ; les initiatives privées sont incitées ; les collectivités démunies sont subventionnées de manière conséquente.

V. Comment mettre en œuvre ces options opérationnelles?

1. Les acteurs concernés

Les participants ont identifié les différents acteurs qui doivent assurer la mise en œuvre des actions retenues dans le cadre du CSLP. Ce sont :

- 1) Les ministères, le Parlement
- 2) Les Préfets, les Sous-préfets et les Maires
- 3) Les Responsables des services administratifs décentralisés
- 4) Les commerçants, les sociétés minières, les sociétés forestières
- 5) Les organisations de base, les Associations religieuses et culturelles
- 6) Les paysans, les éleveurs, les artisans miniers, les chasseurs, les guérisseurs et les pêcheurs

2. Les rôles de chaque acteur dans la mise en œuvre du CSLP

L'Etat et ses structures : doivent créer les meilleures conditions d'intervention, anime, encadre et mobilise les ressources extérieures et assurer le renforcement des capacités des communautés.

Le Secteur privé : aura à créer les opportunités d'emploi et la valorisation des ressources locales

La Société civile : doit assurer le renforcement des capacités et l'organisation socio économique des communautés à la base

Les communautés à la base : formulent les projets, les mettent en œuvre et les évaluent

VI. Recommandations

1. Lancer un programme national de communication pour le changement des comportements en faveur de la lutte contre la pauvreté ;
2. Améliorer la gestion des affaires publiques et réviser les clés de répartition des dépenses publiques en tenant compte des besoins communaux et régionaux ;
3. Renforcer les capacités des structures déconcentrées et locales en matière de planification, de gestion et de mobilisation de ressources en mettant l'accent particulier sur les besoins des femmes ;
4. Sécuriser les régions ;
5. Réhabiliter et améliorer les voies et moyens de communication ;
6. Promouvoir la participation communautaire et la mobilisation des ressources locales.